

## COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



PETITAT André (dir.), 2010, *Être en société. Le lien social à l'épreuve des cultures*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. Sociologie contemporaine, 290 p., bibliogr. (Frédéric Nadeau)

Être en société..., sous la direction d'André Petitat, regroupe quinze contributions issues du XVIII<sup>e</sup> congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française, qui s'est tenu à Istanbul en 2008. Partant du constat que l'époque contemporaine est marquée par un processus de globalisation dans lequel «la respiration de l'humanité oscille entre unification et diversification, entre unité et fragmentation» (p. 2), les organisateurs du congrès ont proposé aux conférenciers la question suivante: «Vivons-nous une période de transition vers des sociétés qui puisent l'essentiel de leur sens et de leurs tensions dans les différences et les conflits culturels plutôt que dans les inégalités sociales et économiques?».

De manière générale, cette idée de la *fragmentation* des sociétés contemporaines traverse l'ouvrage de part en part. Dans la première partie, Vincent de Gaulejac dresse un portrait de l'«hypermodernité», qui fait du citoyen, non plus un acteur politique, mais un client que les partis doivent courtiser afin de s'accaparer des parts du «marché électoral». Suivant cette perspective, la politique n'est plus le lieu des convictions et des idéaux, mais devient un espace de calcul où l'État essaie de gérer les exigences particulières des citoyens-clients. L'individu hypermoderne, affirme De Gaulejac, oublie qu'il vit en société: on assiste au développement d'un «privatisme» qui incite l'individu à se dégager des relations sociales et à se désaffilier de la sphère publique. Pouvons-nous, dès lors, souscrire à la thèse d'Alain Touraine qui annonce la fin du social, de la société et, par le fait même, de la sociologie? Ou faisons-nous plutôt face, comme le soutient Saskia Sassen, à de nouvelles formes d'organisation des sociétés (en termes de territorialité, d'autorité et de droits), qui nécessitent l'adoption de nouvelles perspectives afin d'appréhender la dialectique local/global dans toute sa complexité?

Tel que le fait remarquer Michel Wieviorka la *diversité*, aujourd'hui, est partout. Elle devient «une valeur, un horizon hautement désirable, une richesse à préserver, cultiver et faire fructifier» (p. 81). Dans une contribution remarquable sur la participation de la jeunesse à l'espace public brésilien, Lucia Rabello de Castro explore les impacts de cette dynamique: alors que le gouvernement incite les jeunes à s'assumer comme sujets de droits et à devenir acteurs de leur propre destin, la moindre différence (race, classe, quartier, etc.) entraîne la multiplication des groupes de jeunes, chacun tentant d'attirer l'attention sur ses revendications particulières (p. 151). L'absence d'un mouvement unifié fait en sorte que le pouvoir politique des jeunes reste diffus et que la jeunesse brésilienne demeure fragmentée.

La troisième partie de l'ouvrage aborde avec audace la question du pluralisme et de la difficile conciliation entre communautarisme et universalisme. D'abord, Michel Seymour plaide pour la reconnaissance et l'institutionnalisation des droits collectifs. En s'attaquant aux critiques, il propose «une solution ambitieuse, tenant d'un libéralisme politique rigoureux [et visant] à dépasser l'accent qu'on met le plus souvent sur les seuls droits individuels» (p. 269). Sandro Cattacin traite quant à lui de l'inclusion des différences dans l'espace urbain en insistant

sur l'idée que les quartiers agrégés (*i.e.* homogènes sur le plan ethnoculturel et socioéconomique) remplissent des fonctions essentielles d'intégration et de protection des individus vulnérables et ne doivent pas être condamnés d'emblée comme une forme nocive de ghettoïsation.

Dans un bilan critique des conférences du congrès, Paul Bernard souligne à quel point, dans nos sociétés contemporaines, l'accès aux ressources économiques est significativement corrélé aux appartenances ethnoculturelles. C'est ce qui l'amène à conclure, en réponse à la question initiale, que les différences culturelles ne se sont pas substituées aux inégalités sociales, mais qu'elles sont toutes deux irrémédiablement liées dans un enchevêtrement dialectique qui se complexifie à mesure que les individus, paradoxalement, sont «forcés» de devenir «autonomes» et doivent naviguer entre la construction de soi, les loyautés multiples et les nécessités du vivre-ensemble.

Considéré dans son ensemble, l'ouvrage ressemble beaucoup à la société qu'il décrit : inégal et fragmenté. Il montre que les sociologues de l'ASLF ont majoritairement adopté le virage postmoderne, tournant leur regard vers l'individu-sujet plutôt que vers l'individu-acteur-social. Si certains textes offrent une perspective pénétrante sur la nouvelle réalité globale, d'autres flirtent avec une forme de psychanalyse sociale qui laisse résolument perplexe l'anthropologue peu enclin à ce type d'approche. Les chercheurs s'intéressant aux tensions entre individu et société, de même qu'aux contradictions entre universalisme et communautarisme en lien avec le contexte de globalisation y trouveront néanmoins leur compte, principalement à travers les contributions qui ont été abordées ici.

*Frédéric Nadeau*  
*Département d'anthropologie*  
*Université Laval, Québec (Québec), Canada*